

Nathalie Montel

Pour une histoire concrète des savoirs d'État au XIXe siècle : chantiers, vestiges et pratiques

Dossier présenté en vue de l'obtention d'une habilitation à diriger les recherches, soutenu le 24 octobre 2008 à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, devant un jury composé de M. Bruno Belhoste (Université Paris I Panthéon Sorbonne, tuteur), Mme Delphine Gardey (Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines), Mme Dominique Margairaz (Université Paris I Panthéon Sorbonne, présidente), M. Jean-Yves Mollier (Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, rapporteur), M. Antoine Picon (Harvard University), et M. Jacob Vogel (Universität zu Köln, rapporteur)

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Nathalie Montel, « Pour une histoire concrète des savoirs d'État au XIXe siècle : chantiers, vestiges et pratiques »,

Revue d'histoire du XIXe siècle [En ligne], Thèses et HDR soutenues, mis en ligne le 16 mai 2009. URL : <http://rh19.revues.org/index3856.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index3856.html>

Document généré automatiquement le 28 janvier 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Nathalie Montel

Pour une histoire concrète des savoirs d'État au XIXe siècle : chantiers, vestiges et pratiques

Dossier présenté en vue de l'obtention d'une habilitation à diriger les recherches, soutenu le 24 octobre 2008 à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne, devant un jury composé de M. Bruno Belhoste (Université Paris I Panthéon Sorbonne, tuteur), Mme Delphine Gardey (Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines), Mme Dominique Margairaz (Université Paris I Panthéon Sorbonne, présidente), M. Jean-Yves Mollier (Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines, rapporteur), M. Antoine Picon (Harvard University), et M. Jacob Vogel (Universität zu Köln, rapporteur)

- 1 N. B : Plutôt que de livrer à l'impression le texte de présentation orale du dossier d'HDR, j'ai préféré proposer un extrait de l'introduction de la recherche inédite le constituant. Consacrée à l'histoire des Annales des ponts et chaussées, elle est en cours de publication.
- 2 Le monde de l'édition et celui des savoirs n'ont entretenu jusqu'à la fin du XVIII^e siècle que des relations épisodiques. Leur rencontre, prélude à des rapports plus étroits et continus, ne se noue véritablement qu'au XIX^e siècle. Pourquoi et comment ? C'est ce que cette étude voudrait notamment contribuer à élucider, à travers une enquête empirique consacrée à un périodique créé en 1831 : les Annales des ponts et chaussées (APC). Mettre un périodique porteur de savoirs au centre de l'investigation historique est un choix encore assez peu courant, ce constat de rareté s'étendant à tous les types de savoirs. Il est notamment pertinent pour ceux attachés à l'art de construire, domaine de connaissances plus particulièrement concerné ici. Alors que les recherches sur l'édition et le livre se développent en France depuis une vingtaine d'années, impulsées par Roger Chartier et Jean-Yves Mollier, les imprimés savants n'ont encore que marginalement attiré l'attention des historiens, qu'ils se consacrent à l'histoire du livre ou à celle des sciences et techniques, même si les travaux sur l'Encyclopédie, ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers par une société de gens de lettres de Denis Diderot et Jean Le Rond d'Alembert constituent une exception notable à ce manque d'intérêt. Dans ce mouvement de rapprochement qui s'esquisse toutefois aujourd'hui entre ces deux champs de recherche, l'histoire des périodiques n'occupe encore qu'une place extrêmement ténue, l'époque moderne accaparant de surcroît la plus grande part des énergies déployées. Force est ainsi de constater que si elles sont fréquemment utilisées comme sources par l'historien, les revues ont encore peu fait l'objet d'études historiques pour elles-mêmes. Porteuses de savoirs, les APC ont également pour caractéristique d'être une publication administrative. Elles sont le produit d'une branche de l'appareil d'État, l'administration des ponts et chaussées, dont dépendent des bureaux, une école et un conseil, localisés à Paris, mais aussi un corps d'ingénieurs disséminés sur l'ensemble du territoire national. Les Annales des ponts et chaussées sont un produit de cette branche de l'appareil d'État. C'est ainsi dans un troisième champ historiographique que ce travail s'inscrit et auquel il tente d'apporter une contribution : l'histoire de l'administration d'État au XIX^e siècle. État, livre, savoirs : c'est en définitive à la croisée de ces trois domaines spécifiques d'études que se situe la recherche engagée.
- 3 **La revue : un objet aux pouvoirs indissociablement sociaux, savants et politiques**
- 4 La revue s'inscrit dans une tradition scientifique qui remonte à 1665, avec la création du Journal des savants et des Philosophical Transactions of the Royal Society. Soulignant l'importance des périodiques pour la divulgation des travaux scientifiques et montrant comment ils avaient démultiplié les effets des réseaux de correspondance, les analyses historiques ont jusqu'à présent surtout mis l'accent sur leur essor aux XVII^e et XVIII^e siècles

puis sur leur spécialisation progressive au siècle suivant. En prenant comme objet d'étude historique une revue, on voudrait s'attacher principalement à montrer qu'elle est bien plus qu'un simple instrument de communication. En rupture avec une vision plus ou moins implicite du périodique comme véhicule inerte de diffusion ou support passif d'informations, cette étude envisage la revue comme un dispositif intellectuel et matériel dont les rôles méritent d'être plus systématiquement explorés. C'est à partir de l'ouverture de ce qui s'assimile encore très largement à une « boîte noire » que ces rôles sont analysés.

5 Les objets historiques construits s'inscrivent aussi dans des préoccupations plus générales du présent. À l'heure où une nouvelle économie des savoirs se met en place autour de la publication numérique, il a semblé intéressant de décrire celle qui avait vu naître un périodique de papier au XIX^e siècle. À une époque où l'on prédit la remise en cause des modèles éditoriaux en place du fait de la dématérialisation des supports périodiques, mais aussi où l'on tente de faire des revues les pivots de l'évaluation de la recherche et des chercheurs, il n'a pas paru inutile de rendre compte de l'historicité des formes et usages de cet objet imprimé.

6 **Objet, artefact, outil :** ce sont les perspectives d'analyse suggérées par chacun de ces vocables qu'on tente de tenir ensemble. C'est en effet tout à la fois la dimension matérielle et symbolique que suggère le terme d'objet, le caractère socialement construit dont rend compte le mot artefact et la capacité à agir sur le monde ou à infléchir le cours des choses que véhiculent les vocables d'outil ou d'instrument, qui sont examinés. Envisager le périodique comme un artefact conduit à étudier sa genèse et sa fabrication, dans un contexte précis et par des individus socialement situés. Le considérer comme un outil amène à interroger les enjeux qui s'y attachent et à en faire un agent à part entière de l'histoire. Dans cette perspective, est notamment explorée la piste de travail ouverte par Christian Jouhaud et Alain Viala, pour qui : « La publication d'un texte exhibe toujours plus que l'objet ou le « contenu » qu'elle prétend servir : elle fait aussi advenir un statut, des valeurs, une autorité. Instrument de légitimation, la publication est d'abord un moyen privilégié par lequel les individus diffusent ou défendent leur réputation ».

7 En écrivant une histoire sociale et matérielle des APC, la thèse principale défendue est que l'on a affaire à un objet aux pouvoirs indissociablement sociaux, savants et politiques. C'est en effet la capacité de cette revue particulière à agir simultanément dans plusieurs champs, à transformer des savoirs et leur statut, à reconfigurer des jeux de pouvoir ou à modifier les modalités de l'action administrative, qui est mise en évidence. On montre notamment comment les APC visent tout à la fois à reconquérir la confiance des pouvoirs politiques, à construire les savoirs de l'ingénieur d'État, à accompagner le processus de bureaucratisation de l'administration des ponts et chaussées ou à intervenir dans des luttes professionnelles, dans un contexte marqué par l'essor de l'imprimé.

8 **Les ponts et chaussées en revue : savoirs, pouvoirs et écritures**

9 Placée au centre de l'intrigue, la revue sert aussi d'outil d'investigation. Suivre la fabrication de cette publication périodique permet de pénétrer le petit monde qui la produit, offre un prisme pour l'analyser et dessiner un « portrait de groupe avec revue ». Le périodique constitue en effet un observatoire privilégié d'une administration des ponts et chaussées qui s'autonomise véritablement du ministère de l'Intérieur à partir de la fin des années 1830 et de l'évolution d'un corps d'ingénieurs. L'attention portée à la revue permet de renouveler le regard porté jusqu'ici sur l'administration française au XIX^e siècle, marqué essentiellement par des travaux d'histoire sociale sur les corps de fonctionnaires ou d'histoire institutionnelle. Ce que l'analyse des conditions de création et des modalités de fabrication des APC met notamment en évidence, c'est l'enchevêtrement de ces entités institutionnelles généralement considérées isolément qui composent le petit monde des ponts et chaussées mais aussi certaines des pratiques ordinaires qui en règlent le fonctionnement. En même temps qu'elle jette une nouvelle lumière sur le microcosme institutionnel dont le périodique est issu, l'analyse de la fabrication de la revue permet de saisir les ingénieurs dans une posture encore inexplorée, celle de producteurs d'écrits. En focalisant l'attention sur la production, la circulation ou la conservation des écrits c'est l'histoire de la formation des ingénieurs, examinée jusqu'ici avant tout au travers des enseignements qui leur sont dispensés, mais surtout celles de leurs

savoirs et de leurs pratiques qui s'en trouvent revisités. Au prisme du chantier éditorial, se révèle notamment le caractère hybride des savoirs de l'ingénieur. Il montre en effet que ceux-ci mêlent et empruntent en effet à plusieurs domaines de connaissance, qui ne se limitent pas, loin s'en faut, aux savoirs scientifiques. Aux savoirs techniques de la construction qui en constitue le cœur s'agrègent ainsi des connaissances géographiques, économiques, statistiques, juridiques ou administratifs.

10 À partir de l'attention portée à l'entreprise de publication des APC, c'est également la question des relations entre pouvoirs et savoirs, plus précisément les liens qu'entretiennent en France l'art de bâtir et l'aménagement du territoire avec le pouvoir politique au XIX^e siècle, qui est examinée à nouveaux frais. Par le biais du périodique, il est possible d'appréhender une configuration originale, en ce qu'elle lie intimement un appareil administratif en mutation et des savoirs en formation. La relation étroite instaurée entre l'administration et les savoirs développés par les ingénieurs ne résulte pas de l'application d'une théorie de l'État et la traduction inévitable de propos spéculatifs empruntés à la philosophie politique, même si elle peut se nourrir de ces réflexions. Elle se construit progressivement, au gré de conjonctures particulières et d'actions contingentes d'un petit nombre d'hommes. Produit de pratiques historiquement situées, elle résulte d'une succession de décisions circonstanciées. Évoluant à la charnière des univers technique et politico-administratif, à la fois hommes de l'art et agent de l'État, les ingénieurs des ponts et chaussées occupent une position ambivalente et se trouvent à l'articulation même de ces pouvoirs et savoirs. En suivant la création et la fabrication de ce périodique, c'est ce mélange particulier, cette intrication de connaissances spécialisées et de considérations administratives et politiques, mais aussi leur articulation mouvante, qu'il s'agit d'appréhender et d'éclairer.

11 **Histoire des écrits et écriture de l'histoire**

12 Faire d'une revue l'objet central d'une enquête historique, c'est enfin pousser plus avant la méthode critique traditionnelle de l'historien, approfondir l'analyse des conditions spécifiques de production et des caractéristiques de documents utilisés comme matériaux pour écrire l'histoire. En cela l'histoire du livre occupe une position particulière dans le champ historiographique. Autrefois science auxiliaire, elle a largement montré aujourd'hui qu'elle était une composante à part entière de l'histoire, tout en conservant le privilège, partagé avec d'autres disciplines qui prennent l'écrit ou l'inscription comme objet analyse, de mener des travaux dont les résultats sont susceptibles d'enrichir la critique des matériaux de l'historien ou d'offrir de nouvelles perspectives à l'étude des documents passés conservés.

13 Consacrée à une production imprimée, mais aussi plus largement à l'ensemble de la littérature dans laquelle elle prend place, cette étude s'efforce de ne pas faire abstraction de l'histoire des écrits sur lesquels elle s'appuie. Mettre des écrits au centre de l'investigation historique conduit ainsi à écrire l'histoire des documents avec lesquels l'histoire est écrite. Les écrits deviennent tout à la fois les sujets et les matériaux de l'histoire. En analysant leur genèse, leurs formes et usages à l'époque qui les a vu naître, c'est ainsi une démarche plus réflexive, en ce qu'elle attache davantage d'importance à la manière dont les documents ou vestiges de papier mobilisés ont été élaborés, qui est mise en oeuvre. Cette manière de faire découle de la conviction qu'il est nécessaire de mettre au jour les modalités sociales et matérielles de leur production mais aussi de leur conservation pour les utiliser, au risque sinon de se méprendre sur leur sens. S'interroger sur ce qui a motivé la production des documents ou le choix de leurs formes et leur a permis d'arriver jusqu'entre nos mains ne relève pas de l'accessoire. Au contraire, comment et pourquoi les traces du passé accèdent au statut de sources paraît aussi une question centrale pour qui s'apprête à les mobiliser. C'est donc une histoire qui fait une place à celle de ses sources, qui ne les relègue pas uniquement, et dans le meilleur des cas, en notes de bas de page que l'on tente d'écrire. En même temps qu'elle s'énonce, cette posture méthodologique montre ses limites évidentes, dans la mesure où elle établit le programme d'un travail pour ainsi dire sans fin, l'histoire des documents étant, à son tour, écrites à partir de sources dont il conviendrait également d'écrire l'histoire... Pour autant, il ne s'agit de ne pas y renoncer totalement.

14 S'il convient d'être attentif en particulier aux formes des documents à travers lesquels les lecteurs accèdent aux textes, c'est, comme l'a fort bien montré Roger Chartier, parce qu'elles charrient du sens. L'attention portée aux dispositions matérielles retenues, mais aussi plus largement aux manières et raisons d'écrire des individus du passé, relève aussi du souci de ne pas projeter sur le passé nos propres pratiques et définitions. C'est en effet une manière de se départir du regard sélectif qui est le nôtre, un moyen de se défaire des œillères propres à l'époque à laquelle on appartient et d'ouvrir son champ de vision. Le cas des planches est à cet égard symptomatique. Élément constitutif de nombreux périodiques scientifiques ou techniques du XIX^e siècle, elles restent systématiquement un point aveugle des études. Plusieurs facteurs certes conspirent pour que leur présence soit ignorée. En font partie nos habitudes de pensée, inscrites aujourd'hui par exemple dans les outils de classement que nous utilisons. La base de données permettant d'interroger le contenu des APC en fournit une illustration. Outre le fait que l'existence même de cette base précieuse est une information des plus confidentielles et que son mode d'emploi reste peu documenté, on peut noter que seuls les articles de la première partie du périodique, qui renferment des textes techniques, ont été dépouillés, la seconde partie, qui elle est réservée aux textes administratifs et juridiques, tout autant que les planches étant purement et simplement ignorées. Ces partis pris peuvent tout à fait être justifiés. Encore faudrait-il qu'ils le soient. Le silence observé sur ce point est révélateur de ce que, pour la plupart des lecteurs du XXI^e siècle, seuls les textes de la première partie des APC sont aujourd'hui visibles. Ils correspondent en effet à ce qu'on trouve aujourd'hui dans ce type de revue et à l'idée que l'on se fait d'un ingénieur. Récemment numérisée par la BNF, la revue a connu le même sort : seule la première partie est aujourd'hui disponible, les planches étant toutefois cette fois intégrées. Ce traitement différencié, qui consiste, insidieusement mais évidemment sans intention consciente, à exhiber une partie de la revue, la considérant du même coup comme noble et utile, et à ignorer l'autre, postulant implicitement qu'elle est moins digne d'intérêt, n'est évidemment ni neutre, ni sans conséquence pour l'écriture de l'histoire. Quant aux planches qui, au XIX^e siècle, accompagnent bien souvent les textes à caractère scientifique ou technique, on observe une intensification de la propension des bibliothèques à les mettre à l'écart. Déjà, les logiques bibliothécaires avaient conduit à ce que ces planches, rassemblées dans des atlas ou volumes séparés, au format souvent distinct des textes auxquels elles sont intimement liées, soient rangées et cataloguées à part. La numérisation une nouvelle fois accentue le phénomène. Les logiques de conservation et modalités de classement ne sont pas, elles non plus, sans produire, de manière subreptice, des effets de sens ni sans incidence sur l'histoire qui s'écrit.

15 **Les procès-verbaux de la commission des APC (1831-1866)**

16 Cette enquête n'aurait pu être mise en œuvre sans la découverte d'un fonds d'archives particulier : les procès-verbaux de la commission des APC. C'est également ce qui fonde l'originalité de ce travail au sein de la littérature sur l'histoire des revues et permet de dépasser le statut d'hypothèse des assertions généralement formulées à propos des rôles des périodiques. Il ne s'agit plus de prendre uniquement appui sur des déclarations publiques d'intention, riches de lieux communs quant aux fonctions des périodiques, mais de mettre ces propositions à l'épreuve de la fabrique contextualisée d'une revue particulière. Si c'est une « histoire par le livre » à laquelle il s'agit de contribuer, c'est aussi une histoire qui ne s'appuie pas uniquement sur les livres qu'il s'agit d'écrire. C'est dans les fonds des archives de l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC) qu'a pu être retrouvée la plus grande partie des traces du fonctionnement du comité de rédaction des APC, se composant d'une collection quasi complète des procès-verbaux de ses réunions. On aurait souhaité également pouvoir disposer de l'ensemble de la correspondance des secrétaires de rédaction, des versions successives des manuscrits préparatoires des articles parus ou de l'ensemble des documents refusés, mais les recherches entreprises en ce sens se sont révélées presque vaines. Seuls quelques fragments issus de l'activité scripturaire de cette commission ont pu être repêchés dans le fonds des manuscrits de la bibliothèque de l'ENPC. Ces quelques éléments conduisent à penser que les archives du secrétariat de la commission des APC ont été irrémédiablement dispersées. Pour pallier en partie ces manques, des résidus de la correspondance du secrétaire de la commission

ont notamment été recherchés du côté des destinataires, c'est-à-dire dans les archives des auteurs des APC. C'est essentiellement dans le fonds de l'ingénieur Jules Dupuit, auteur de onze articles parus dans les APC entre 1838 et 1858, que quelques documents issus de cette correspondance perdue ont été glanés, permettant de se faire une idée du travail accompli par les commissaires sur les articles. Cet état des sources introduit nécessairement une distorsion dans le récit, valorisant, plus qu'il serait nécessaire, le rôle de cet individu.

17 Les procès-verbaux des réunions constituent une source capitale dans la mesure où ils permettent d'enrichir l'étude des contenus du périodique de l'analyse de ses conditions et modalités tant intellectuelles que matérielles de production. Ils ont néanmoins également leurs propres limites : ils ne sont ni des retranscriptions fidèles, ni des enregistrements bruts de l'ensemble des conversations tenues par les membres de la commission lors des réunions mais des objets travaillés par le secrétaire de rédaction. Le procès-verbal a prétention à transformer en un texte écrit relativement court des discussions plus ou moins longues, à opérer cette alchimie qui consiste à métamorphoser des discours en quelques phrases manuscrites. L'exercice est pratiqué avec plus ou moins de talent. Dans tous les cas, le rédacteur fait des choix. Certaines assertions sont consignées, tandis que d'autres ne sont pas transcrites et la forme même sous laquelle elles apparaissent relèvent nécessairement de partis pris, rarement explicités. Quant aux silences, ellipses ou euphémismes, ils font partie intégrante du compte rendu. Face à de nombreuses questions, ces procès-verbaux restent silencieux. Que sait-on des apartés entre certains des membres qui, selon toute vraisemblance, n'hésitent pas à profiter de l'occasion qu'offrent ces réunions pour échanger des informations sur tout autre sujet que celui qui les réunit ? Que restent-ils de la manière dont les propos sont réellement formulés en situation, des mots choisis ou des procédés de conviction mobilisés par les orateurs ? La liste de ce que ces comptes rendus ne nous disent pas pourrait encore être allongée. L'exercice qui consiste à rendre compte de manière synthétique de discussions et de débats relève de savoir-faire, obéit à certains codes, à certaines règles, qui sont rarement explicitées, mais dont il convient de ne pas oublier l'existence au moment d'interpréter et de prendre appui sur ce type de document.

18 Par l'existence même de ces procès-verbaux systématiquement rédigés, destinés d'emblée à devenir des archives, de surcroît pieusement sauvegardées jusqu'à ce jour, se manifestent, avant même toute analyse, deux singularités du périodique étudié. Elle montre d'abord qu'il résulte d'un travail collégial. Lorsqu'on est seul à décider, il n'est guère besoin de s'entendre ou de discuter, ni d'arrêter, par écrit, des principes. À supposer, par ailleurs, que l'on ne sache rien a priori concernant cette revue, le fait que les procès-verbaux de la commission des APC soient parvenus jusqu'à nous est un indice qui laisse soupçonner qu'elle prend place dans des structures organisationnelles et institutionnelles pérennes. L'étude menée considère les trente-six premières années d'existence de la revue. Le choix de cette césure de 1866 n'a pas été dictée par la disponibilité des sources. Les comptes rendus des séances de la commission des APC forment au contraire une série continue qui s'étend jusqu'en 1968. Il aurait, par conséquent, été tout à fait possible d'entreprendre une histoire du périodique sur une durée beaucoup plus longue. Mais probablement un autre type d'histoire. Il a paru préférable de restreindre la période envisagée, afin de permettre des recherches plus poussées, concernant par exemple le contexte de production du périodique ou les individus impliqués. Le récit s'attache en effet aux personnalités qui portent les choix et les décisions, considérant qu'ils disposent d'une certaine marge de liberté. De ce point de vue notamment, une nouvelle ère s'ouvre en 1866 : le comité éditorial est réorganisé, les fondateurs survivants dont le secrétaire de rédaction étant exclus de la nouvelle assemblée, tandis qu'un nouveau contrat lie l'éditeur à l'administration des ponts et chaussées et que, jusque-là bimestriel, le périodique devient mensuel.

19 **Genèse, fabrication et enjeux d'un périodique**

20 Point de convergence de dynamiques et d'intérêts variés s'inscrivant dans des temporalités distinctes, la décision de fonder les APC cristallise des intentions multiples et prend sens dans différents combats et débats. Sa création en 1831 peut d'abord être considérée comme une réponse apportée à la grave crise que connaît depuis trois ans l'administration des ponts et chaussées. Déclenchée tout à la fois par les difficultés financières de mise en œuvre du plan

Becquey de canaux et par le mauvais état général des routes en France, cette crise se développe à la faveur de la diffusion des idées libérales et de débats sur les rôles respectifs de l'État et du marché dans la construction des infrastructures de transports. Sérieusement contestés dans leur existence même, au sein des Chambres comme dans l'opinion publique qui s'exprime au travers d'une presse politique depuis peu libérée, l'administration et les ingénieurs du corps des ponts et chaussées cherchent à restaurer une confiance brisée. Ces derniers doivent également faire face à la montée d'une concurrence incarnée par les ingénieurs civils et à des dissensions internes fortes. La revue est alors l'un des instruments dont se dote le monde des ponts et chaussées pour tenter de reconquérir une légitimité et reconstruire des solidarités. La création des APC vient, par ailleurs, concrétiser une idée caressée depuis le début du XIX^e siècle. Mais s'inscrire dans une série de tentatives infructueuses ou avortées n'est pas le principal défi à relever. Car il faut constater que jusqu'ici écrire sur l'art n'a pas fait partie de la pratique du métier d'ingénieur, sa culture restant encore de nature essentiellement graphique. Si l'apparition des APC intervient à une époque habituellement considérée comme le début la seconde révolution du livre, la revue naît surtout dans un mouvement balbutiant d'écriture des savoirs de l'ingénieur. Des motifs davantage conjoncturels contribuent enfin à expliquer cette création. Décidée au lendemain des journées révolutionnaires de 1830, la parution d'un nouveau périodique prend en effet aussi place dans le large mouvement de réformes porté par le nouveau gouvernement au pouvoir. Conséquence indirecte de la réflexion engagée en vue d'une réforme ambitieuse de l'École des ponts et chaussées qui en définitive avorte, la revue est destinée à donner une plus large publicité aux travaux effectués par les services placés sous la responsabilité d'un directeur général des ponts et chaussées au profil inhabituel et à servir l'harmonisation de leurs méthodes. Elle apparaît également comme un instrument adapté aux nouvelles prérogatives législatives des Chambres sous la monarchie de Juillet et aux relations que celles-ci souhaitent instaurer avec l'administration. La création d'une revue contrôlée par l'administration est enfin motivée par la volonté de bâillonner le très critique Journal du génie civil et d'occuper un espace éditorial en pleine expansion.

21 Les fonctions dévolues aux APC sont tout d'abord examinées à travers son programme éditorial. Les intentions exprimées par les fondateurs mettent en évidence les fonctions tout à la fois symboliques, sociales et cognitives dont le périodique est investi. Conçu comme un chantier collectif pour le corps, il est appelé à renforcer les solidarités entre les ingénieurs mais aussi à susciter le perfectionnement de leurs savoirs. Agrégeant des écrits variés, il doit permettre de fédérer des approches diversifiées et des efforts individuels, mais aussi d'unifier l'ensemble des connaissances progressivement accumulées. Avec les APC, la commission entend, en outre, doter le corps des ponts et chaussées d'un attribut scientifique, l'imprimé étant ici posé en garant de la scientificité des fondements de l'action du corps et de la puissance publique. La ligne éditoriale effectivement suivie durant les trente-six premières années de son existence montre que si le périodique sert effectivement la propagation de savoirs nouveaux, peu de place est laissée aux assertions dissidentes, aux connaissances hétérodoxes ou propos risquant de contredire des positions officielles. Quel que soit le régime politique, la revue reste un espace de justification de l'action publique administrative. Façonné par l'expérience et le travail des commissaires, le contenu de la revue est également modelé par la nébuleuse d'assemblées expertes alors en pleine expansion au sein de la sphère administrative, comme par les nouvelles activités dont l'École des ponts et chaussées est le siège. Espace de discussions propice à la confrontation et à la stabilisation des connaissances, tout autant qu'à la définition collective des contours d'une « science de l'ingénieur » autonome, la revue contribue en outre pleinement à constituer une nouvelle branche du droit administratif. C'est aussi en proposant, au moyen de son paratexte, une mise en ordre de ces différents savoirs en gestation et un accès facilité aux multiples éléments textuels ou graphiques dont elle assure l'enregistrement, qu'elle participe à l'élaboration de connaissances. Dispositif cognitif, le périodique fait également office d'instrument d'administration et d'outil d'action à distance pour les autorités de tutelle. Au service de la standardisation des pratiques et d'une gestion bureaucratique centralisée de l'action publique, il sert notamment d'auxiliaire à une politique d'émulation.

22 Trente-six ans après la création de la revue, c'est le constat de renoncements à son programme éditorial initial et l'existence d'un certain nombre de besoins restés insatisfaits qu'il est possible d'établir. Sa survie est un problème récurrent et les stratagèmes déployés pour continuer à la faire paraître empruntent des formes variées. Elle doit tout à la fois faire face à l'essoufflement de sa formule éditoriale, au développement de critiques et à l'essor d'une concurrence directe, tant interne au monde des ponts et chaussées qu'externe. Dans les efforts dispensés pour faire exister la publication sur une longue durée, il est indispensable d'inclure aussi ceux des professionnels du livre, libraires, imprimeurs et graveurs des planches. Laissant les difficultés rencontrées dans l'ombre, la revue s'avère être enfin un formidable outil d'autoreprésentation. Dispositif matériel objectivant et représentant le corps des ponts et chaussées, elle a partie liée tout à la fois avec la construction de son image sociale et le renforcement de sa légitimité. Les livraisons qui paraissent tous les deux mois sont délibérément destinées à attester périodiquement des efforts collectivement déployés par les ingénieurs pour parfaire leurs savoirs et servir au mieux l'État. Au fil du temps, la revue élève ainsi un monument de papier à la gloire du corps.

Pour citer cet article

Référence électronique

Nathalie Montel, « Pour une histoire concrète des savoirs d'État au XIXe siècle : chantiers, vestiges et pratiques », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], Thèses et HDR soutenues, mis en ligne le 16 mai 2009. URL : <http://rh19.revues.org/index3856.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés

Thèses et HDR dix-neuviémistes : 2008